



Questions
NUMERIQUES
2012 / 2013

DOSSIER DU PARTICIPANT

Atelier de co-production
Le 19 octobre 2011 au CNAM

Merci de nous avoir rejoints pour cette journée de travail sur les «Questions Numériques» de 2012-2013 !

Qu'allons-nous faire ensemble ?

Nous allons explorer en profondeur 10 «ruptures» potentielles que vous devrez anticiper en 2012-2013. 10 discontinuités, bifurcations, émergences, basculements, qui pourraient tout changer dans votre activité – et au-delà. Nous allons imaginer les moyens de les anticiper, que ce soit pour les accélérer, les éviter, en faire des opportunités, ou se préparer à leur impact.

Au programme

(Il est nettement préférable de rester toute la journée pour en tirer toute la substance !)

[+] Trois interventions pour se mettre en éveil (9h30-11h15)

- Rémi Sussan, journaliste, Internetactu.net
- Laurent Gille, économiste, Télécom ParisTech
- Jacques-François Marchandise, recherche et prospective, Fing

[+] Adoptez une rupture (11h30-12h30)

20 scénarios décrivant autant de «ruptures» potentielles pour 2012-2013 seront affichés dans la salle. Découvrez-les, discutez-en avec leurs «avocats» et entre vous. Votez pour celles qui vous semblent les plus plausibles, significatives, stratégiques pour vous, désirables ou redoutables... A la fin, il ne doit en rester que 10 !

[+] On commence au déjeuner (12h30-13h30)

Autour d'un plateau repas, 10 groupes réunis autour d'une «rupture» engagent l'échange. Un animateur et un scribe les accompagnent.

[+] On se projette et on anticipe (13h30-16h30)

L'après-midi, nous vous proposerons une méthodologie originale pour décrire et évaluer les ruptures retenues : que pourrait-il se passer, avec quel degré de probabilité, quelles menaces et opportunités... ? Et surtout : comment anticiper cette rupture potentielle, comment s'y préparer ?

[+] On partage (16h30-17h30)

On discute le travail des autres, on prévoit les étapes suivantes, on se prépare à utiliser les résultats de la journée.

Sommaire

20 RUPTURES QUE VOUS NE POUVEZ PAS IGNORER !

1. La tente Quechua du travailleur	p.6
2. Tous intermittents	p.7
3. Après la chute des réseaux	p.8
4. Sécessions territoriales	p.9
5. MyData : Partage des données personnelles entre les entreprises et leurs clients	p.10
6. Neuro,inc : quand les mécanismes cérébraux deviennent accessibles aux entreprises et aux institutions	p.11
7. «Du Calme !»	p.12
8. Des places Tahrir dans les entreprises	p.13
9. Le numérique au service d'une relocalisation et d'une démassification de la production	p.14
10. «Economie multicritères»	p.15
11. Explosion des difficultés numériques	p.16
12. L'aurore des contributeurs	p.17
13. Générations «Chacun pour soi»	p.18
14. «Chez nous, vous ne parlez pas à un ordinateur !»	p.19
15. Face à la crise, succès écrasant des modèles post-patrimoniaux	p.20
16. «Le Green IT est mort, vive le Green IT ?»	p.21
17. «Social Networks Are Good For Your Health!»	p.22
18. L'augmentation humaine comme nouvelle frontière	p.23
19. Internet 1969-2012	p.24
20. Education nationale, de l'implosion à la reconstruction	p.25

LA TENTE QUECHUA DU TRAVAILLEUR

12 avril 2012 : l'esplanade de la Défense se réveille avec, au pied de ses tours, une dizaine de tentes habitées par des employés de ces bureaux. Cette pratique fait vite boule de neige. Les pouvoirs publics, qui ont d'abord fait l'autruche, somment les principaux employeurs concernés d'intervenir auprès de leurs salariés. Embarras.

Confrontés à l'engorgement durable du RER, au prix du carburant, à la rigueur salariale et à la pression foncière, les employés expliquent n'avoir d'autre choix que de se rapprocher radicalement de leur lieu de travail. Moins coûteuse, cette solution est aussi beaucoup moins fatigante pour eux et plus acceptable pour le management des grands groupes qui, à l'inverse des petites sociétés, s'obstinent à refuser le télétravail.

Deux profils de travailleurs émergent.

Les «travailhabitants» des villes choisissent des solutions précaires de logement à proximité de leur travail. Les solutions trouvées, sauvages dans un premier temps, sont peu à peu négociées avec les employeurs qui consentent à l'amélioration des douches et vestiaires de leurs bureaux. A l'Assemblée nationale, un jeune député propose d'assortir la construction d'immeubles de bureaux de l'obligation de construire des logements en plus des parkings. Les travailhabitants utilisent massivement les réseaux des entreprises pour leurs usages privés, contraignant les responsables informatiques à une violente régulation des accès.

Les habittravailleurs des champs parviennent, la plupart du temps, à ne pas se déplacer pour travailler, se détachant peu à peu du corps social de l'entreprise. Sur leur CV, ils indiquent désormais qu'ils disposent d'un équipement professionnel connecté à domicile (ils en précisent le débit, la qualité, la sécurité). Loin de se limiter aux cols blancs, cette situation concerne de plus en plus d'employés et d'ouvriers.

Les uns et les autres ont essayé toutes sortes de transports intelligents, collectifs, mutualisés. Ils y ont renoncé, les jugeant trop contraignantes.

Quand ? Quels faits déclencheurs ?

- 2012 : La pression foncière fait passer le seuil des 50km aux distances domicile-travail autour des principales agglomérations françaises.

- 2013 : Les transports impossibles, le plein à 3 euros, la panne d'argent public éloignent toute perspective de désengorgement du RER, dont les tarifs augmentent.

- 2015 : Le droit du travail européen supprime la référence au «lieu de travail», prenant acte de l'explosion des situations de travail nomade.

TOUS INTERMITTENTS !

Les incertitudes économiques conduisent la plupart des entreprises à réduire leurs effectifs permanents à un tout petit «cœur» en charge de la conception, du contrôle et du management, en recourant de manière massive aux CDD, aux missions, à la sous-traitance. Le CDI devient très minoritaire dans le total des emplois. Les entreprises passent d'une logique «RH» à une logique «marché des compétences».

S'ajoutant à l'allongement de la durée de la vie, cette tendance transforme en profondeur les itinéraires individuels. La vie professionnelle mixte (plutôt qu'elle n'alterne) des périodes mono-employeur autour de projets, multi-employeurs, de formation, des temps de recherche. Les individus sont responsables de développer leurs compétences et leur «employabilité». La continuité des trajectoires se fait par les dispositifs numériques (e-portfolios, réseaux sociaux, places de marché).

Certains s'épanouissent dans ce contexte, d'autres en souffrent profondément. C'est la révolte de ces derniers, ainsi que l'explosion des dispositifs sociaux existants, qui contraint la plupart des pays européens à mettre en place deux dispositifs complémentaires : la «flexisécurité» tout au long de la vie, et l'«allocation de vie active solidaire».

Chaque individu «actif» dans des domaines labellisés par les pouvoirs publics est en droit de recevoir l'allocation. Ces domaines, définis à partir des travaux sur les «nouveaux indicateurs de richesse», recouvrent des activités économiques comme de vie sociale, de solidarité et de création. Les activités productrices de revenus complémentaires (louer sa propre voiture, bricoler pour le quartier...) sont également encouragées.

Grâce à ce système, les travailleurs deviennent des «intermittents» au sens où ils ont la disponibilité de saisir les occasions qui se présentent à eux, sans tout risquer s'ils échouent. Localement et en ligne, des plates-formes permettent à chacun de partager ses idées, de faire connaître ses activités, d'analyser et de mettre en valeur ses compétences, de se rencontrer pour élaborer des projets. L'Europe devient une plateforme d'innovations d'un nouveau genre.

Quand ? Quels faits déclencheurs ?

- 2012 : Révolte des précaires et grève longue chez Pôleemploi.
- 2013 : Experimentation de l'allocation de vie active solidaire dans 3 pays européens ; initiatives numériques en faveur des plates-formes et outils des travailleurs «flexisécures».
- 2015 : Multiplication des plates-formes locales-numériques, qui deviennent pour beaucoup d'individus leur lieu de travail préféré.

APRES LA CHUTE DES RESEAUX

21 décembre 2012 : la fin du monde n'a pas eu lieu, malgré la menace du groupe Anonymous de paralyser les grandes places financières mondiales. Point d'orgue des cyber-attaques qui paralysent depuis quelques mois, de façon ponctuelle, les services de Google, Apple, UBS et d'autres entreprises ayant fourni des données personnelles à des services d'État et/ou abusé des informations personnelles à but lucratif.

Les Anonymous n'ont rien à voir avec les coupures électriques qui se multiplient dans plusieurs pays d'Europe. Censées, à la fois, améliorer la gestion du réseau électrique, réguler la consommation, intégrer les sources d'énergie alternatives et faciliter la concurrence, les «smart grids» sombrent sous le poids de leur complexité. Et les conflits d'intérêts entre gestionnaires d'infrastructures, distributeurs concurrents, clients industriels et particuliers, petits producteurs d'énergie, n'arrangent rien.

Trop d'intelligence tue-t-elle les réseaux intelligents ? C'est ce que pensent les multiples fournisseurs d'accès internet locaux qui fleurissent à mesure que les grands opérateurs complexifient leur offre (leur valant des cyber-attaques dévastatrices de la part des militants de la «neutralité du Net»). L'énergie suit : plutôt que de s'en remettre aux méga-réseaux, plusieurs territoires aident leurs entreprises, leurs immeubles, leurs quartiers, à s'organiser en réseaux aussi autonomes que possibles, produisant et stockant l'énergie au plus près de la consommation, échangeant d'abord en proximité avant d'alimenter ou de solliciter les réseaux étendus. Une forme d'«internet de l'énergie» est en marche.

Dans bien d'autres domaines (la mobilité, la distribution alimentaire, la logistique...), les acteurs locaux, les entreprises, les individus, tentent de d'organiser pour devenir plus autonomes vis-à-vis des grands réseaux, tout en y restant connectés.

Quand ? Quels faits déclencheurs ?

- 2011/2012 : Cyber-attaques ciblées des Anonymous contre des entreprises privées, des bourses et des États.

- 2013 : 200 villes européennes sans électricité la nuit de Noël, parmi lesquelles toutes les pionnières des «compteurs intelligents».

- 2017 : La Fédération nationale des FAI associatifs enregistre son 100.000e membre.

- 2020 : Le GIC (groupe d'intérêts communs) de Nantes gagne son procès contre ERDF, qui avait mis brutalement fin à la location des tuyaux qui permettait le fonctionnement de son internet de l'électricité

SECESSIONS TERRITORIALES

Le consumérisme territorial se répand à grande vitesse : de nombreux habitants se définissent ouvertement comme clients plutôt que comme citoyens. Ils sont aidés par les Comparateurs de territoires, qui se fondent sur quelques dizaines de jeux de données ouvertes. Quelques régions et métropoles ont tenté de résister, inutilement (les usagers rassemblent eux-mêmes les informations) et au risque d'évaluations négatives. Chacun peut donc choisir en fonction de la qualité des services qui lui correspondent, selon sa situation de famille, ses finances et ses goûts; et faire jouer la concurrence.

Les jeunes ménages sont les premiers à procéder ainsi : ils n'ont pas d'emplois stables, ni de liens fonciers. Depuis plus de dix ans, l'acquisition d'un logement est hors d'atteinte, à moins de s'endetter sur 30 ans, ce qui est absurde dans un monde incertain. Leurs déménagements ne sont pas très onéreux : peu de mobiliers et souvenirs de famille, l'essentiel est laissé sur place et remplacé à destination; fini les cartons de livres et de disques, ainsi que les paperasses (étudiants, ils ont appris à tout numériser, à force de devoir rendre leurs logements chaque été). Les jeunes retraités les suivent de près, assurés de préserver et renouveler leurs relations grâce au foisonnement de réseaux sociaux.

Les villes rivalisent sur le terrain des transports, des voitures en autopartage, des services numériques «nouvel arrivant»; entrer en ville, c'est se loger, et ceux qui le font avec une carte d'habitants (sans contact) n'ont tout simplement pas la même ville sous les yeux. Vitrites, mobiliers urbains, équipements culturels et sportifs prennent en compte leur situation de clients privilégiés du territoire. Très vite, pour se différencier, les territoires se spécialisent : la ville Jour & Nuit n'attire pas la même clientèle que la ville Sérénité ou que la ville Nature. Les Conditions générales de ville sont à lire attentivement.

Quand ? Quels faits déclencheurs ?

- 2012 : La ville comme plateforme d'innovation propriétaire. Toutes les grandes villes ont leurs bouquets de services numériques, concédés parfois à un partenaire privé; les grands opérateurs de services investissent les villes les plus solvables.

- 2013 : Nouvelles disparités numériques. La fibre optique sera disponible pour 50% de la population, l'argent public rare et le grand emprunt ne permettront pas d'aller plus loin.

- 2014 : Les élections territoriales marquent une totale dépolitisation des choix. Pour susciter l'intérêt des électeurs, les candidats déploient des argumentaires de plus en plus commerciaux.

Fiche Rupture 5

MYDATA : PARTAGE DES DONNEES PERSONNELLES ENTRE LES ORGANISATIONS ET LES INDIVIDUS

Désireux d'augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs en rééquilibrant leur relation avec les entreprises, le Gouvernement de David Cameron lance dès 2011 le projet MyData. L'objectif : faire en sorte que les entreprises partagent avec leurs clients toutes les informations personnelles dont elles disposent sur eux.

Quelques entreprises se lancent, espérant trouver de nouveaux moyens de fidéliser leurs clients. Mais elles restent plus que prudentes sur l'étendue et l'usage des données restituées au client. Pourtant, face à la paupérisation des consommateurs et à la colère qui monte, le gouvernement britannique passe à la vitesse supérieure : une loi rend obligatoire le partage des données personnelles entre l'entreprise et ses clients. La France et d'autres pays européens lui emboîtent le pas

Grâce à l'apparition de services et d'outils destinés aux consommateurs, des pratiques nouvelles s'organisent. En connaissant sa consommation, on mesure mieux sa prise alimentaire, on évalue son empreinte carbone, on peut plus aisément changer ses comportements. En proposant un coaching personnalisé, les entreprises obtiennent de nouvelles informations sur leurs clients, tout en leur retournant connaissances et conseils. En disposant d'une vision «à 360°» de leur consommation, les individus se dotent d'outils pour faire jouer la concurrence, choisir dans la jungle des tarifs, pour acheter en groupe...

Parallèlement, des effets pervers se dessinent. Le regroupement d'autant d'information sous la main des individus, associé à l'amélioration des outils d'analyse, crée des tentations : des entreprises, parfois des administrations, se livrent à un véritable chantage : sans données, pas de service ! Les capacités de prédiction comportementale se développent et produisent des discriminations dans l'accès aux services, voire aux droits.

Quand ? Quels faits déclencheurs ?

- Fin 2011 : Lancement officiel de MyData au Royaume-Uni, soutenu par 80 grandes entreprises.
- 2013 : Le partage des données personnelles devient obligatoire au Royaume-Uni, puis dans la plupart des pays de l'Union européenne.
- 2018 : Création de l'AEPC (Agence européenne de Prédiction des Comportements) à Riga. Réunissant de brillants cerveaux, l'agence vise à développer des algorithmes prédictifs des comportements individuels, et fait valoir son droit de préemption sur les données personnelles.

Fiche Rupture 6

NEURO.INC : QUAND LES MECANISMES CEREBRAUX DEVIENNENT ACCESSIBLES AUX ENTREPRISES ET AUX INSTITUTIONS

L'adoption par les États-Unis des doctrines du paternalisme libertaire de Thaler et Sunstein remet en cause les théories économiques traditionnelles et les solutions classiques à la crise qui s'accroît. Le consommateur n'est plus considéré comme un acteur rationnel cherchant à optimiser ses choix, mais comme un animal mu par ses désirs, ses peurs et ses biais cognitifs. Les états adoptent de plus en plus des techniques pour pousser le citoyen à agir dans le «bon sens», le plus souvent inconsciemment. Alors que les groupes les plus à gauche crient au «big brother» et au contrôle mental, les milieux néo-libéraux et libertariens dénoncent la destruction du libre marché. Les deux anciens ennemis s'accordent à voir dans l'économie comportementale une remise en cause des principes des Lumières.

Mais la publicité a créé un précédent et ces oppositions ne tiennent pas lourd face aux «neuro-solutions» apportées à l'accroissement des crises économique et écologique et des désordres sociaux inhérent : soutien de la consommation, civisme, sécurité routière, lutte contre la violence...

Les entreprises commencent à embaucher sur consultation des scans cérébraux des postulants. En réponse, bon nombre de citoyens cherchent à contrer l'influence croissante des tests cérébraux et du neuromarketing en apprenant à contrôler leurs réflexes physiologiques et leurs mécanismes cérébraux : dispositifs d'interface cerveau-machine à l'origine conçus pour des jeux, systèmes de filtrage et leurres cognitifs, auto-hypnose, etc.

Quand ? Quels faits déclencheurs ?

- 2012 : L'électro-encéphalogramme devient grand public : les sociétés Neurosky et Epoc sortent des versions améliorées, à prix bas, de leurs EEG ludiques.

- 2013 : Les affiches intelligentes, capables de «scanner» l'attention de ceux qui les regardent, se multiplient.

- 2025 : Enseigner le «contrôle neural» : certains suggèrent que les techniques de contrôle des réactions physiologiques et neurales devraient être enseignées dès le plus jeune âge pour échapper aux neuromarketeurs.

Fiche Rupture 7

DU CALME !

Tout est parti de la Post-It War d'août 2011 à La Défense. Stupeur : comment ces brillants cerveaux embauchés à prix d'or par les plus grandes entreprises françaises pouvaient-ils consacrer leur temps à décorer leurs fenêtres d'images de Pacman et autres Mario, pour ensuite s'en vanter sur les réseaux sociaux ?

Les principaux think tanks patronaux cherchent à comprendre. Leur conclusion : le travail est devenu un jeu vidéo. Le temps professionnel passé à interagir sur les réseaux sociaux représente parfois le tiers de la journée. S'y ajoutent les mails, les appels téléphoniques, les SMS, les messages instantanés, le tout à n'importe quelle heure... Bref, le cadre d'aujourd'hui court partout, répond à tout, renvoie la balle à d'autres cadres surmenés, ne sait plus pourquoi il travaille. Et sa seule manière de réagir à cette pression qui lui arrive de sa hiérarchie comme de ses clients, c'est de dessiner des Pacman en Post-Its...

La BankX6, foyer originel de la Post-It War réagit d'abord de manière abrupte : elle décide de contrôler sévèrement l'usage des réseaux sociaux, avec des quotas de connexions par jour. Inévitablement, la rébellion s'organise. Les blocages ne résistent pas bien longtemps. BankX6 en tire les leçons et change d'attitude : elle lance les «happy hours@work», plages de temps négociées et dédiées aux interactions sociales numériques. A d'autres heures, tournantes pour que l'entreprise reste en prise avec les marchés, les ordinateurs doivent être éteints, ou bien les réunions sont interdites.

Cette démarche produit des résultats spectaculaires. Des projets arrêtés progressent de nouveau. Des idées neuves naissent. Des voisins de bureau découvrent qu'ils ont des choses à se dire. Il fait meilleur travailler à BankX6, et la productivité s'en ressent.

Quand ? Quels faits déclencheurs ?

- 2011 : La post-it war éclabousse toutes les fenêtres de la Défense et d'Issy les Moulineaux.

- 2012 : Vague massive de dépressions au sein des grandes entreprises. Les entreprises testent toutes sortes de réponses.

- 2013 : Gouvernement et partenaires sociaux entament des négociations sur la vitesse et l'infobésité.

- 2014 : Les fournisseurs de logiciels d'entreprise créent un label «Cool Tech» pour distinguer les efforts en faveur d'une plus grande maîtrise du temps et de la vitesse.

DES PLACES TAHRIR DANS LES ENTREPRISES

A peine sorties de la tourmente économique des années 2008-2012, les entreprises font face à une nouvelle crise – interne, cette fois.

Les salariés ont payé un lourd tribut à la crise : dégraissages, salaires bloqués, retour d'un management autoritaire, tyrannie de l'urgence et focalisation sur le court terme. Le sens de leur métier leur échappe. Ils ont souvent le sentiment de mal servir leurs clients. Equipés de tous les outils électroniques possibles, ils se sentent à la fois invités à s'impliquer toujours plus, avec toujours moins d'autonomie pour le faire.

Et ils s'en parlent. Ils font fuiter l'information interne quand elle les choque. Dans les forums de discussion, ils publient, ils dénoncent. Leurs cibles : le management qui ne prend pas sa part des sacrifices, et le pouvoir anonyme des actionnaires, qui absorbent en dividendes l'essentiel de leurs efforts tout en paraissant se moquer de leur culture d'entreprise. Les secrets deviennent publics, le management perd son emprise.

Par l'intermédiaire des réseaux sociaux, la révolte devient révolution. Au terme d'une série d'opérations «coup de poing», les salariés d'une première entreprise renversent leur équipe de direction. Ceux d'une autre obtiennent des actionnaires majoritaires un pacte dans lequel ils s'engagent à contribuer au développement de long terme de l'entreprise. Chaque succès étend la contagion.

A partir de 2014, malgré un chômage élevé, de nombreux salariés quittent leur entreprise, forts des réseaux informels qu'ils ont tissés auprès de clients et de partenaires. Ils organisent leur activité en réseaux, auprès de plusieurs clients et employeurs. Plusieurs dispositifs les y aident, le «wiki des compétences», des plates-formes de collaboration, etc. Un nouveau contrat de travail se répand rapidement : le multi-entrepreneuriat. Il devient de plus en plus difficile pour les entreprises d'attirer et de fidéliser des salariés à plein temps.

Quand ? Quels faits déclencheurs ?

- 2013 : SudLeaks hacke les conseils d'administrations.
- 2014 : Le management de la multinationale Axum tombe suite à une révolte des salariés. Ses concurrents en profitent, avant de subir la même chose.
- 2015 : «Grenelle» mondial des entreprises. Un fragile accord est trouvé pour réduire le pouvoir des actionnaires.
- 2020 : Le multi-entrepreneuriat s'est largement répandu, et devient un moteur essentiel de la croissance.

LE NUMERIQUE AU SERVICE DE LA RELOCALISATION ET DE LA DEMASSIFICATION DE LA PRODUCTION

La numérisation du processus de conception des services et des produits, combinée à la mise en réseau et la standardisation des logiciels et des formats, favorise la circulation et l'évolution des modèles, leur évolution et leur transformation. La miniaturisation et la standardisation des machines, favorisent l'émergence de lieux de prototypage et de micro-production flexible, proches de leurs marchés (Fab Labs, etc.).

La nature même des produits s'en trouve changée : leur personnalisation devient naturelle ; des très petites séries peuvent devenir viables («longue traîne») ; un très grand nombre d'acteurs, entrepreneurs ou simples groupes d'individus, peuvent devenir «auteurs» de produits dont il suffit de savoir décrire le modèle et le procédé de fabrication. Une importante économie du «do it ourselves» émerge, un peu sur le modèle du logiciel libre. Le bricolage devient plus qu'un hobby, une forme répandue d'activité économique.

Dans le même temps, le renchérissement de l'énergie et des matières premières conduit à rechercher la voie d'une production beaucoup plus économe en mouvement et en matière, à rallonger la durée de vie des produits, à en organiser le recyclage, créant de ce fait une économie locale du partage, de la réparation, du reconditionnement et du recyclage.

Des produits cessent d'être rentables s'ils ne sont pas assemblés localement. Les objets se simplifient pour vivre plus longtemps, ils s'ouvrent à des évolutions ultérieures, les gammes se réduisent. Les structures industrielles changent. Beaucoup de biens d'équipement sont essentiellement produits localement et utilisés de manière partagée.

Quand ? Quels faits déclencheurs ?

- 2012 : L'année des Fab Labs. Des milliers de bricoleurs-innovateurs-entrepreneurs conçoivent, maquettent, prototypent et parfois produisent de nouveaux objets – et s'échangent l'information.

- 2013 : La plateforme en ligne ETSY, qui permet à chacun de vendre les objets qu'il a créés, entre au NASDAQ. Plus de 2 millions de nouveaux objets par mois y sont proposés à la vente.

- 2015 : La crise des matières premières contraint les entreprises à réduire de manière massive les transports et leur consommation de matière.

- 2025 : La maturation des techniques d'auto-assemblage transforme progressivement plusieurs secteurs industriels, en rendant obsolètes les méga-usines. Tech» pour distinguer les efforts en faveur d'une plus grande maîtrise du temps et de la vitesse.

Fiche Rupture 10

QUAND L'ECONOMIE PREND EN CHARGE D'AUTRES CRITERES QUE LES PRIX

Le prix devient progressivement un indicateur parmi d'autres de la valeur. Les consommateurs fondent aussi leurs choix sur les notes attribuées par les autres consommateurs, qu'elles portent sur le produit lui-même, sur les services associés ou sur l'entreprise elle-même (e-réputation). Des agences de notation extra-financière évaluent l'impact environnemental, social, sanitaire des produits. Les consommateurs, mais aussi un nombre croissant d'investisseurs, prennent en compte ces évaluations dans leurs choix. Les entreprises doivent ainsi faire de plus en plus souvent des choix basés sur des critères « externes » à l'économie. Ces choix influent de manière croissante sur leur image, la demande pour leurs produits, leur niveau de taxation et in fine leur résultat économique.

Des outils existent d'ores et déjà tels que la «comptabilité universelle», mise au point par l'ordre des experts comptables en France, qui ajoute des colonnes à la comptabilité traditionnelle afin de suivre l'impact de chaque choix fait par l'entreprise.

Sur certains marchés, on teste même des prix et des monnaies multidimensionnels : tel produit coûte X euros, Y crédits carbone, Z litres d'eau, etc.

Cependant, ces tentatives suscitent aussi des interrogations. En quantifiant certaines valeurs jusqu'ici considérées comme intangibles (la réputation, la confiance, l'honnêteté...), ne risque-t-on pas d'ouvrir la porte à des comportements opportunistes, voire à de nouvelles formes de spéculation ?

Quand ? Quels faits déclencheurs ?

- 2010 : L'entreprise Mac Donalds utilise la comptabilité universelle pour évaluer l'impact de chacun de ses produits sur plusieurs critères, dont l'obésité des enfants.

- 2013 : Un groupe de grandes entreprises utilisent une comptabilité multicritères et étiquettent leurs produits selon 5 indicateurs, dont le prix. Elles en tirent un réel bénéfice commercial.

- 2017 : La France impose un certain nombre de critères nouveaux dans la comptabilité des entreprises et incite celles-ci à en utiliser d'autres.

EXPLOSION DES DIFFICULTES NUMERIQUES

Les usages numériques sont devenus indissociables de nos vies quotidiennes. Même les usagers les plus modestes utilisent une cinquantaine de services, applications, sources d'informations.

Pourtant, il apparaît progressivement que ces usages multiples causent de nombreux embarras dans nos vies numériques. Ne pas savoir produire un justificatif de domicile, ou perdre deux à trois ans de photos de famille ou d'archives administratives, ne plus savoir faire fonctionner sa télévision ou sa voiture, voir son carnet d'adresses utilisé par un inconnu pour sa prospection commerciale ou payer chaque mois pour des services dont on ignore tout : ces dysfonctionnements, à la fois graves et ordinaires, arrivent désormais à tout le monde. Chacun perd du temps en mise à jour de nombreux logiciels et matériels; chacun se perd dans ses codes d'accès. Confrontés à un enchevêtrement de services qui font qu'on ne sait plus de qui on est client, les particuliers comme les professionnels passent de nombreuses heures à tenter de contacter des plateformes téléphoniques surtaxées et saturées. Saturé d'offres géolocalisées, le territoire devient illisible et les services censés nous orienter nous égarent. Faire un choix d'achat devient complexe car on veut avoir le plus d'information possible pour s'orienter. L'infobésité devient un problème de santé publique. La dématérialisation apparaît comme cognitivement ingérable pour la plupart des usagers.

Le numérique devient un enfer quotidien, mais ces difficultés, peu spectaculaires, restent invisibles, car elles résident dans de nombreux segments de nos activités : isolement, aucune n'est grave.

Nous ne sommes pas tous égaux devant ces faits. Certains savent bien gérer la complexité et sont à l'aise avec la sur-information et le tout numérique. D'autres au contraire sont prisonniers de ces évolutions constantes.

Quand ? Quels faits déclencheurs ?

- 2012 : Prolifération du Quantified Self, chacun dispose de données surabondantes sur lui-même, ses faits et gestes, ses achats et pratiques.

- 2013 : Les feuilles de paie dématérialisées atteignent 50% du total, de même que les factures EDF, relevés de banque, papiers de sécurité sociale et mutuelles. Dans le même temps, les impayés ou les retards de déclaration se multiplient.

- 2014 : De plus en plus de pathologies liées à une perte de repère.

L'AURORE DES CONTRIBUTEURS

En 2012, pour la première fois de son existence, le chiffre d'affaires de Google se contracte de 1%. La crise économique y est certes pour quelque chose, mais d'autres signes laissent penser que «l'économie de l'attention» entre elle-même en crise : baisse spectaculaire du taux de clic sur les pubs et les liens sponsorisés, succès des «ad blockers», vigilance croissante des utilisateurs vis-à-vis de leurs données personnelles... Le «tout gratuit» a du plomb dans l'aile, et les services payants ne décollent toujours pas.

Dans le même temps, les utilisateurs contribuent toujours plus aux contenus et services du web – des vidéos personnelles au partage de contenus éducatifs, en passant par l'enrichissement des cartes de son territoire. Et cette «contribution» déborde de l'écran : les covoitureurs ou les aidants volontaires coproduisent des services, le site Etsy vend des produits «faits à la maison» de plus en plus professionnels, les fab labs se multiplient et deviennent des mini-ateliers locaux... De nombreux citoyens sont salariés la journée et «néo-artisans» le soir.

Alors les entreprises s'adaptent. Au lieu de les faire payer, Google propose aux utilisateurs de Gmail de contribuer : partager les capacités de leurs ordinateurs pour alléger ses fermes de serveur, prendre des photos pour enrichir StreetView, tester des services, aider les nouveaux utilisateurs... Dans le monde physique le modèle «Tupperware» revient au goût du jour et IKEA vend des plans de meubles à personnaliser ainsi que les matériaux bruts pour les fabriquer soi-même en atelier.

Les industriels apprennent vite à bénéficier de cette nouvelle économie de la contribution. En revanche, si une majorité des citoyens s'est convertie à l'économie de la contribution, après la «fracture numérique des usages» une nouvelle fracture apparaît entre ceux qui savent faire et peuvent contribuer, et le reste de la population.

Quand ? Quels faits déclencheurs ?

- 2012 : Début de la crise de «l'économie de l'attention».
- 2013 : Facebook met en place un abonnement premium pour les membres disposant de plus de 100 amis.
- 2014 : Etsy entre au NASDAQ.
- 2015 : Le prix Nobel de physique est décerné au «public» pour sa contribution à la compréhension du Boson de Higgs.
- 2016 : 40% du CA d'Ikea provient de la vente de fichiers et de matériaux bruts

GENERATIONS «CHACUN POUR SOI»

Début 2014, la tour que livre Jean Nouvel à la multinationale Babel, à La Défense, propose une organisation inédite : chaque bloc de 4 étages est alloué à une génération, selon sa date de naissance : «1949-1959» en haut, puis «1969-1979», puis «1989 et plus», et ainsi de suite. Chaque bloc est organisé et équipé d'une manière spécifique. Entre chaque bloc, un étage «intergénérationnel», celui où l'on trouve les salles de réunion, les espaces de détente, la cafétéria...

Babel et Jean Nouvel ont pris ce parti à contrecœur, mais instruits par l'expérience. Il faut se rendre à l'évidence : chaque génération a désormais ses propres cultures, technologies, méthodes, esthétiques, services, communautés... De la consommation aux sociabilités quotidiennes, même en famille, en passant par les manières d'apprendre et de travailler, il n'existe presque plus aucune référence commune. Même les grands réseaux sociaux en ligne se fragmentent, même si la «portabilité» des données facilite l'interaction entre les uns et les autres.

Dans l'entreprise, on répartit aussi les responsabilités par génération : celles qui nécessitent d'être multitâches, celles qui ont besoin d'une énergie concentrée autour d'un projet, celles qui nécessitent de penser à long terme... En revanche, c'est dans l'interaction entre les générations que l'on va chercher les idées neuves, ou encore, les valeurs les plus essentielles. En admettant la scission des générations, aurait-on finalement enrichi leur interaction ?

Quand ? Quels faits déclencheurs ?

- 2012 : Les 18-25 ans quittent massivement Facebook et reconstruisent leurs liens ailleurs, sur des espaces fragmentés mais dédiés.

- 2013 : Le mouvement «Design for me», qui appelait à différencier les interfaces pour rendre possible les mêmes usages entre générations, produit l'effet inverse. L'outil a induit des usages spécifiques qui deviennent de véritables marqueurs identitaires générationnels.

- 2017 : Les entreprises réorganisent leurs espaces et leur management, leurs critères d'évaluation sont pondérés en fonction de l'âge et de la génération.

Fiche Rupture 14

«CHEZ NOUS, VOUS NE PARLEZ PAS A UN ORDINATEUR»

«Chez nous, vous ne parlez jamais à un ordinateur !» Ce slogan du nouvel opérateur YellowTelecom a d'abord fait sourire – avant de faire rire «jaune», quand des retours clients dithyrambiques ont fait bondir les parts de marché du nouvel entrant. Fatigués d'être traités comme du bétail par des services clients toujours plus inhumains et frustrants, des centaines de milliers de consommateurs basculent vers YellowTelecom.

Mais comment font-ils pour comprimer les prix sans dégrader le service ? Ils s'appuient sur les réseaux. Les outils de «self-help», très nombreux, sont entièrement liés aux forums clients : les clients sont invités à obtenir leur réponse auprès des autres, et à partager les solutions qu'ils ont trouvées. Les clients les plus actifs reçoivent un statut d'expert et bénéficient, tant qu'ils demeurent actifs, d'avantages significatifs. En ligne, des conseillers interviennent dans ces conversations. Ils sont également présents sur les réseaux sociaux, où ils servent en même temps plusieurs dizaines de clients, partagent leurs réponses avec eux, voire les invitent à la construire ensemble. Disposant d'une réelle autonomie de décision, ils peuvent parfois même prendre des libertés avec les règles de l'entreprise. Au téléphone, même, les appelants entrent le plus souvent en téléconférence, qui réunit plusieurs consommateurs faisant face à des problèmes similaires, autour d'un conseiller.

Les collaborateurs sont encouragés à s'exprimer sur des forums, dans des blogs, avec un contrôle minimal. Les indicateurs de performance individuelle prennent en compte cet engagement dans la relation client. Au quotidien, ce n'est pas toujours facile : travailler chez YellowTelecom est excitant, mais épuisant, et assez mal payé. Combien de temps avant que les conseillers partagent aussi cette information avec leurs clients ?

Quand ? Quels faits déclencheurs ?

- 2012 : «Marre d'être un numéro» : le manifeste d'un blogueur inconnu crée un buzz massif.

- 2014 : YellowTelecom devient un cas étudié dans les plus grandes écoles de gestion.

- 2015 : Généralisation de l'IPQ (Indicateur de performance qualitatif), permettant d'évaluer la qualité des relations entre les clients et les différents collaborateurs des entreprises ainsi que la performance des entreprises.

Fiche Rupture 15

FACE A LA CRISE, SUCCES ECRASANT DES MODELES POST-PATRIMONIAUX

Aujourd'hui en 2020, posséder est ringard, coûteux voire complexe. La Grande Décroissance a mis longtemps à s'imposer dans les esprits (2012-2020), plus encore que dans l'économie (2009-2016). Au-delà d'usages très anciens (ex. fours communaux) ou très circonscrits (SETI@Home, Vélib, etc.) les modèles post-patrimoniaux ont pris une ampleur sans précédent à la suite de deux phénomènes concomitants : d'un côté la pénurie de moyen et d'argent, débutée vers 2008 ; de l'autre, la prise de conscience écologique vis à vis des ressources finies de notre monde.

Ce mouvement touche maintenant presque tous les domaines que ce soit dans le numérique (bande passante, puissance de calcul, stockage), dans l'habitat (pièces en plus, buanderie, stockage, appareils), les quartiers (autos, gros matériel), etc. Une très forte part de machines ou d'objets manufacturés font maintenant l'objet de formes d'accès alternatives : location longue durée, co-propriété, temps partagé, stockage décentralisé, fractionnement, remboursement du résidu (loi de 2015)...

Le numérique a donné l'exemple, avec l'archivage de données décentralisé et le partage généralisé de la puissance de calcul. L'industrie manufacturière a du s'adapter devant cette déferlante combinée à des pratiques de fabrication décentralisées (FabLab, etc.) : retour aux objets résistants et dont obsolescence n'est pas programmée, service après vente et support plus poussés, médiation des pratiques de partage...

Quand ? Quels faits déclencheurs ?

- 2013 : Dans un contexte difficile, le don pur ne fonctionne plus : recupe.net et freecycle ouvrent un réseau social de prêt d'objets à très long terme : il est gratuit et cesse : 1. quand l'emprunteur n'a plus l'usage de l'objet ; ou 2. si le propriétaire souhaite en recouvrer l'usage (sous un délai négocié).

- 2016 : Les médiateurs prennent le dessus. Leroi-Malin, devenu en 2015 le premier « fournisseur » d'outils de bricolage – à travers la mise en relation de propriétaires et d'utilisateurs –, ouvre avec AXA sa branche professionnelle.

- 2017 : Bosch rachète Kiloutou et concentre désormais son activité sur la location et l'entretien d'un gigantesque parc d'outils, hébergé chez les particuliers.

- 2018 : Le Crédit coopératif rachète Peugeot et invente le forfait auto à vie.

LE GREEN IT EST MORT, VIVE LE GREEN IT ?

Le Green IT n'a plus la cote : les agences d'évaluation revoient leurs critères, les pouvoirs publics remettent en cause leurs efforts, les associations de consommateurs et la presse tirent à boulets rouges sur tout effet d'annonce. Le Green IT a pourtant contribué à relancer l'innovation numérique : les nouveaux ordinateurs recourent moins à des matériaux polluants; mais ils épuisent des ressources rares, et l'incitation au rééquipement a peuplé les cimetières de matériels. Le cloud computing a favorisé la dématérialisation; mais la consommation énergétique de l'internet représente 6 fois celle du transport aérien. Les compteurs intelligents, les capteurs, les transports «souples» ont permis à chacun de réduire sa consommation; mais l'effet rebond a joué à plein, et chacun consomme aussitôt autrement les économies réalisées. La dématérialisation a réduit l'expédition de courrier administratif et de documents; mais les ventes d'imprimantes et de consommables se portent mieux que jamais... Bref, le bilan carbone du Green IT s'avère désastreux dans la plupart des domaines.

Les acteurs de l'innovation numérique en profitent pour remettre en cause des réglementations qu'ils jugent à la fois contraignantes et inutiles. Symétriquement, les défenseurs de l'environnement stigmatisent plus que jamais les illusions de la croissance verte.

De nouveaux modèles émergent, fortement localisés et reposant sur les circuits courts, le peer to peer et le partage de ressources : le Green IT «2.0» prend en considération la rareté des ressources énergétiques, des matériaux, et les changements radicaux de nos déplacements et de la logistique. Le cloud se décentralise et s'adosse à des boucles de réseaux locales, le développement de l'énergie personnelle et du micro-stockage diminue la consommation électrique de l'informatique au domicile comme au bureau. Le numérique se met au service d'un changement du système de production et de consommation, plutôt que d'optimisations techniques de la consommation et de la production à modèle constant.

Quand ? Quels faits déclencheurs ?

- 2012 : L'UICN (ONU - Environnement) lance un signal d'alarme : le numérique (PC, tablettes, smartphones notamment) consomme toujours plus de matières rares.

- 2013 : Généralisation des compteurs intelligents – et premiers doutes sur leurs réels effets sur l'environnement.

- 2014 : Nombreux incendies de grandes fermes de serveurs aux USA et en Europe.

Fiche Rupture 17

«SOCIAL NETWORKS ARE GOOD FOR YOUR HEALTH!»

Extrait de la FAQ des CGR (Conditions Générales de Remboursement) de la Sécurité sociale, avril 2020.

«Q : Pourquoi une partie des remboursements de l'assuré tient-elle compte de «l'implication de l'assuré» ?

«R : L'une des priorités de la réforme de 2015 consistait à réduire la dépendance aux médicaments et à développer l'autonomie des malades. Plusieurs études scientifiques ont démontré que l'échange entre patients, dans des espaces labellisés, a des effets positifs sur la détection et la compréhension des pathologies, sur le bien-être, sur l'observance et enfin, sur la production de connaissances scientifiques.

«Par conséquent, la Sécurité Sociale a décidé de faire dépendre en partie le taux de remboursement des soins du degré d'implication de l'assuré dans les plates-formes d'échange entre patients. Le barème prévoit plusieurs niveaux d'implication :

- 1- La recherche d'information de 1er niveau, l'interrogation de pairs et de professionnels au sein des plates-formes d'échange labellisées.
- 2- La participation régulière à des groupes de patients, en ligne ou non, la contribution régulière aux forums.
- 3- La transmission anonyme de données médicales, soit de manière automatique, soit au travers d'enquêtes en ligne.
- 4- L'usage individuel ou partagé d'outils de «Quantification Personnelle» et l'observation de leurs prescriptions comportementales.
- 5- La participation active à la production d'études, à des activités de médiation et d'animation, à des instances de concertation.»

Titre d'un eTract diffusé sur les réseaux sociaux, avril 2020

Halte au flicage des malades ! Laissez-nous guérir tranquilles !

Quand ? Quels faits déclencheurs ?

- 2012 : Des joueurs de jeu FoldIt découvrent une protéine grâce à laquelle la recherche contre le Sida effectue une percée fondamentale.

- 2013 : Le partage des données d'utilisateurs équipés d'outils de «Quantification Personnelle» joue un rôle central dans le suivi de la propagation de la grippe F.

- 2015 : Face à la prolifération des forums santé, la Sécurité Sociale crée un label de qualité et expérimente le remboursement de leur usage.

Fiche Rupture 18

L'AUGMENTATION HUMAINE COMME NOUVELLE FRONTIERE

Les recherches en neurochimie et biologie font apparaître une série de produits affirmant pouvoir améliorer la condition humaine de manière radicale, notamment dans les domaines de la longévité et de la performance intellectuelle.

L'usage des «drogues d'amélioration cognitive» s'accroît et la question de leur légalisation hors prescription médicale se pose de plus en plus.

Pour la longévité comme pour l'amélioration cognitive, gouvernements et populations craignent la naissance d'une «fracture neurochimique», séparant d'un côté des riches vivant longtemps et trustant toutes les compétences grâce à leur usage des smart drugs, et des pauvres à la vie courte et exclus de tous les postes intéressants. Pour être recruté par certaines entreprises, il faut fournir son ADN et accepter par écrit de consommer certaines substances.

Certains états régulent férocement, tandis que d'autres laissent faire le marché, ce qui, au final, aboutit au même résultat : la constitution de marchés noirs où ces produits, démarqués et à prix plus bas, s'échangent sur des sites internet confidentiels et se paient en monnaies alternatives de type Bitcoin.

Dans le même temps, on découvre que les augmentations cognitives sont parfois incompatibles entre elles. Des tribus cognitives, parfois en conflit, se constituent : des groupes hyperperformants, ne dormant jamais, à la créativité de plus en plus limitée, s'opposent à des populations de «drop outs» convertis au néo-chamanisme, rejetant à la fois le système scolaire et celui du travail, et pourtant très recherchés par des entreprises en panne d'innovation.

Quand ? Quels faits déclencheurs ?

- 2013 : Polémique sur le Modafinil : L'exclusion d'un lycéen accusé d'avoir utilisé du Modafinil pendant ses épreuves du Bac entraîne des manifestations de jeunes dans tout le pays.

- 2014 : Les premiers «médicaments» de longévité arrivent, ils pourraient ajouter une décennie ou deux de longévité moyenne à leurs utilisateurs, du moins c'est ce qu'affirment leur promoteurs, qui les ont uniquement testés sur des souris et parfois, sur des singes.

- 2025 : L'augmentation en question : de nouvelles recherches établissent que la plupart des drogues d'amélioration cognitive inhibent la créativité. Plusieurs décès prématurés chez leurs usagers remettent en question l'effet des techniques de longévité.

INTERNET, 1969-2013

La victoire du Tea Party à l'élection américaine de 2012, dont la dissolution du FCC (l'autorité de régulation des communications) est une des premières mesures, sonne le glas de la neutralité du réseau et ouvre la voie à une profonde restructuration du monde des télécommunications.

Les grands opérateurs s'allient avec les acteurs des contenus pour multiplier les services exclusifs. La sécurité des échanges et la gestion du trafic servent aussi de prétexte aux opérateurs pour faire le tri parmi les services et les usages en fonction de leur rentabilité. Le modèle des réseaux mobiles, maîtrisé de bout en bout, devient la norme. En son sein, subsiste un internet ouvert, mais de plus en plus filtré, et aux performances en forte baisse.

Les innovateurs et les créateurs qui veulent rester indépendants se condamnent généralement à demeurer confidentiels, à la marge. Les autres doivent se plier aux contraintes des opérateurs et de quelques très grandes plates-formes : non concurrence avec les produits et services maison, ponction de 50% à 70% des revenus générés, exclusivité, contenus répondant à un charte sévère, etc.

Les victimes de cette situation ne restent pas inertes. Une alliance hétéroclite s'organise entre des fournisseurs d'accès «challengers», dont les moyens ne leur permettent pas de signer des accords avec les grands générateurs de trafic ; les collectivités territoriales, inquiètes de voir leurs entreprises marginalisées dans ce nouvel «internet» ; des réseaux d'entrepreneurs du Net ; des collectifs de hackers ; et des acteurs qui tirent leur modèle économique de l'internet ouvert, tels que Google.

Les projets de WiFi alternatifs font le lien entre le premier kilomètre et les infrastructures publiques des collectivités. En France, le réseau Renater fusionne avec celui d'Illiad, devenant le backbone d'un «internet libre» proche de l'esprit des origines. Deux internets se concurrencent. Pour combien de temps ?

Quand ? Quels faits déclencheurs ?

- 2012 : dissolution de la FCC par la nouvelle administration Républicaine.
- 2013 : Apple lance une OPA amicale sur Verizon.
- 2015 : Facebook signe des partenariats d'exclusivité avec un seul opérateur par continent.
- 2016 : Google change son motto «don't be evil» en «Be good to the Internet» ; Premier nœud d'interconnexion européen «indépendant» entre fournisseurs d'accès alternatifs.

EDUCATION NATIONALE, DE L'IMPLOSION A LA RECONSTRUCTION

La misère de l'Education Nationale et l'ennui que les «digital natives» y ressentent dans leurs classes de 40, provoquent une cassure. Ceux qui le peuvent fuient en masse vers le secteur privé, en particulier vers les formes alternatives d'éducation. Le «home schooling» se développe rapidement, aidé par l'abondance des ressources pédagogiques en ligne. Mais la déscolarisation des adolescents devient également préoccupante.

Face à la situation, des commandos de parents forcent la porte des collèges et lycées, souvent avec la complicité des enseignants. Venant chacun avec leur ordinateur, ils réquisitionnent salles de permanence, CDI, gymnase, pour y organiser des ateliers, y faire de l'assistance pédagogique ou encore, projeter des cours tirés du meilleur du web. A la fin de l'année, on constate que les cours disciplinaires sont de moins en moins fréquentés – les enfants préférant les écouter ailleurs qu'en classe – alors que les travaux dirigés et autres séances en groupe demeurent bien suivis. Les enseignants réorganisent leur temps en conséquence. Les résultats ne s'en ressentent pas, au contraire.

Le ministère s'inquiète du phénomène, d'autant qu'il concerne avant tout les quartiers aisés, où les parents disposent des ressources nécessaires pour contribuer à l'éducation. Mais il ne dispose pas des moyens de proposer mieux. Il choisit donc de considérer cela comme une expérience, et tente d'en tirer les enseignements.

Quelques années plus tard, à moyens presque constants, l'organisation scolaire a profondément changé. Les cours disciplinaires sont délivrés en amphis, voire à distance : chaque élève peut choisir son prof d'histoire ou de maths, sous réserve d'en suivre régulièrement les cours. Les travaux dirigés, qui enseignent des méthodes et appliquent les connaissances, peuvent du coup s'organiser avec des effectifs beaucoup plus réduits. Des parents, voire même des élèves des classes supérieures, y assistent les enseignants. Des projets longs encouragent les élèves à collaborer ensemble, entre plusieurs établissements ; les outils numériques qu'ils utilisent savent mesurer à la fois la qualité du travail collectif, et la contribution de chacun.

Quand ? Quels faits déclencheurs ?

- 2012 : Fuite et révolte généralisées devant la misère de l'Education.
- 2013 : Dans plusieurs établissements, parents et enseignants reprennent les choses en mains. Débordé, le ministère laisse faire.
- 2015 : les élèves de lycée sont autorisés à suivre les cours disciplinaires de leur choix à distance, sous réserve de prouver leur assiduité et de participer aux TD.

Questions NUMÉRIQUES 2012 / 2013

«QUESTIONS NUMÉRIQUES» UN RENDEZ-VOUS ANNUEL POUR PRENDRE LE TEMPS D'ANTICIPER

Quelles sont les émergences puissantes, les opportunités transformatrices, les questions difficiles, les ruptures et les basculements qui vont marquer les prochaines années ?

Ces questions sont essentielles pour anticiper plutôt que réagir. Chacun d'entre nous se les pose régulièrement, à sa manière, dans son activité. Mais trop souvent, sans y passer le temps nécessaire, sans les partager suffisamment, sans tirer parti des idées des autres.

D'où l'idée de proposer une démarche collective, annuelle, qui s'installe durablement dans le calendrier : convier décideurs, chercheurs et innovateurs à formuler ensemble les «questions numériques» des années à venir – et à commencer d'imaginer les manières d'y répondre.

En bref, prendre le temps d'anticiper.

Chaque année, «Questions Numériques» organisera :

- **A l'automne, une journée de travail collective** pour identifier et creuser ensemble les «Questions numériques» qui marqueront les années à venir.

- **En janvier, la publication du «Cahier d'enjeux»** issu de la journée, enrichi et complété par le travail des équipes de la Fing.

- **Tout au long de l'année, une veille et un espace d'échange** sur le site collaboratif «Questions Numériques».

- **A la demande, des séminaires «Questions Numériques»** au sein des organisations qui le souhaiteront.

A PROPOS DE LA FING

La Fing (Fondation internet nouvelle génération) détecte, produit et partage des idées neuves et actionnables pour anticiper les transformations numériques.

Un think tank d'un genre nouveau

La Fing explore les nouveaux continents de l'innovation. Sur des thèmes aussi divers que l'éducation, la mobilité, la ville, le vieillissement, la confiance, l'habitat..., ses travaux nourrissent les stratégies d'entreprises et les choix publics.

Une plate-forme d'innovation

En s'engageant de manière concrète sur le partage des données publiques, ou l'émergence de «Fab Labs» en France, la Fing agit concrètement en faveur d'une innovation plus ouverte et partagée.

Un accélérateur de projets innovants

La Fing valorise et met en réseau des projets innovants et ceux qui les portent. Au travers du Carrefour des Possibles, elle met en valeur plus de 200 projets innovants par an.

Un réseau

En France, la Fing fédère et anime un réseau sans équivalent de grandes entreprises et start-ups, laboratoires et universités, designers et créateurs, territoires et décideurs publics. A l'international, la Fing est au cœur d'un réseau dense et actif.

www.fing.org / www.internetactu.net

Partenaires de «Questions Numériques»



Cette action s'inscrit dans le cadre du plan filière régional soutenu par :



La Fing a le soutien de ses adhérents et de ses grands partenaires

